femmes.solidaires@wanadoo.fr
www.femmes-solidaires.org

Les violences ne se combattent pas avec de bons sentiments, elles se combattent avec des politiques publiques

En 2002, les premiers chiffres de l'enquête ENVEFF rendaient public que « 1 femme sur 10 était victime de violences et qu'une femme mourait tous les trois jours sous les coups de son conjoint ». Depuis, un travail formidable de sensibilisation, d'analyse, de prévention, pour éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants a été fait par les associations féministes, par des institutions et des professionnel·les. Indéniablement les violences sont plus visibles et la parole des victimes est mieux prise en compte. Toutes les actions et manifestations ont révélé au grand public que les violences faites aux femmes ne sont pas des faits divers, des faits du hasard mais qu'elles émergent d'un continuum.

Cependant, en dépit de l'accumulation de données, d'analyses, d'expertises sur le continuum des violences et les préconisations régulièrement enrichies pour les éradiquer, les chiffres rendus publics cette semaine sont terribles.

107 femmes sont mortes en 2024 sous les coups de leur conjoint ou ex conjoint, laissant 94 orphelins.

906 femmes victimes de violences se sont suicidées ou ont tenté de se suicider – du fait de ces violences parfois pour qu'elles cessent – ce que la Miprof répertorie en tant que suicides forcés.

90 % des féminicides se sont déroulés au foyer des victimes.

Que nous disent ces chiffres ? Ils réaffirment que le lieu le plus dangereux pour une femme reste son domicile, que les violences sont aujourd'hui encore un fait de société qu'il faut prévenir et éradiquer, qu'elles doivent être documentées de façon plus fine pour que nous comprenions leur rayonnement notamment en comptabilisant les suicides forcés. Enfin les chiffres révèlent le niveau de récidive et d'impunité des auteurs de violences : la majorité d'entre eux ayant déjà fait l'objet d'un signalement ou d'une plainte. **Ces chiffres rappellent à ceux qui en doutaient qu'il faut plus que des bons sentiments pour combattre les violences faites aux femmes, il faut des politiques publiques dotées de moyens dédiés pour les développer et les évaluer sur l'ensemble des territoires.**

Pour combattre efficacement les violences, il faut penser local et permettre aux villes de développer à l'échelle municipale des politiques publiques efficaces et accessibles à toutes les femmes. Alors que se termine le Congrès des maires, le constat est clair : les villes sont exsangues, elles subissent de plein fouet les baisses de dotations, l'effort de 4,6 milliards d'euros supplémentaires qui leur est demandé et le montage d'un budget de l'Etat, actuellement étudié à l'Assemblée nationale, qui promet d'être d'une austérité sans précédent. C'est pourtant au plus proche des femmes, à l'échelle des collectivités que se joue le premier accueil par les associations des femmes victimes de violences, associations qui elles aussi voient leurs subventions baissées par un terrible effet en chaîne.

Finalement, si une meilleure prise en compte des VSS faites aux femmes et aux enfants a été rendue possible par un travail de terrain, militant, et par la création d'institutions dédiées comme les observatoires des violences, la MIPROF ou encore la CIIVISE, il reste à mettre en place leurs préconisations.

Femmes solidaires
est reconnue
mouvement d'éducation
populaire et bénéficie
d'un statut consultatif
spécial auprès
des Nations Unies

Les violences ne sont pas une fatalité, il faut se doter de tous les moyens possibles pour les éradiquer et pour cela Femmes solidaires exige les moyens nécessaires pour les associations, les villes et les institutions qui travaillent activement dans ce sens.

Paris, le 22 novembre 2025

Contact : 01.40.01.90.90